

Une copie lisible d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois :

NB :

- *La MDPH compétente est celle du département constituant le domicile de secours du demandeur (Résidence de la personne depuis au moins 3 mois).*
- *L'hébergement en établissement médico-social n'est pas acquisitif du domicile de secours.*

Documents acceptés :

- Quittance de loyer avec nom et adresse de l'usager et du propriétaire/bailleur,
- Charges de copropriété avec nom et adresse de l'usager s'il est propriétaire,
- Contrat de bail avec nom et adresse de l'usager et du propriétaire/bailleur (cas des personnes qui viennent d'emménager),
- Facture (ou échéancier) d'électricité, d'eau, de gaz, de téléphone ou abonnement internet au nom et adresse de l'usager, (la validité de l'échéancier s'apprécie par rapport à la date d'édition),
- Attestation d'assurance habitation au nom et adresse de l'usager,
- Attestation de domiciliation auprès d'un organisme agréé ou auprès d'un CCAS (formulaire « attestation d'élection de domicile » [Cerfa 13482*02](#)) pour les personnes sans domicile stable (personnes SDF, personnes hospitalisées sans logement, personnes hébergées temporairement à l'hôtel, gens du voyage...) qui peuvent ainsi justifier d'une adresse administrative,
- Attestation d'hébergement dans un centre pénitenciaire
- Attestation sur l'honneur d'hébergement par une tierce personne, signée, datée et accompagnée d'un des justificatifs de domicile ci-dessus au nom et à l'adresse de la personne qui héberge.

NB : - En cas de concubinage ou de colocation et que seul le nom du concubin ou du colocataire figure sur le justificatif : attestation sur l'honneur d'hébergement du concubin ou colocataire signée.

- *Si l'usager est sous protection judiciaire et que son nom et/ou son adresse n'apparaît pas sur le justificatif de domicile, le tuteur doit présenter un autre justificatif aux nom et adresse de l'usager ou certifier par courrier que l'usager réside bien à la dite adresse.*